

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement

Développement

La formation professionnelle, un outil pour l'autonomie

Tremplin vers l'emploi, elle est devenue un axe fort de la coopération au développement

Catherine Dubouloz

À l'entrée du village de Baguinéda, au Mali, Baba Keita a installé une micro-entreprise: dans une pièce de 8 mètres carrés, il recharge les téléphones portables de ses clients, à l'aide d'une installation qu'il a fabriquée avec un panneau solaire et un onduleur. Sorti du Centre de formation professionnelle de l'Association jeunesse actions Mali (AJA Mali), l'ONG malienne partenaire de l'association genevoise pour l'Accès à l'éducation et à la formation (AccEd), le jeune homme incarne une génération d'apprentis dotée à la fois de compétences techniques et entrepreneuriales.

Au Burkina Faso, des jeunes filles se forment dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes, la mécanique ou l'électronique. Partenaire de Terre des Hommes Suisse, l'association AT-Tous gère trois centres de formation, qui mènent à des certificats d'aptitude professionnelle, dont deux réservés aux filles. Dans ce cadre également, les formations visent la transmission d'un savoir-faire lié à un métier et le développement de compétences utiles pour s'insérer dans le monde du travail.

Regain d'attention

Au Mali comme au Burkina Faso, ces jeunes incarnent la vitalité des filières de formations professionnelles soutenues par la coopération au développement. Si certains ONG, comme AccEd ou Terre des Hommes Suisse, toutes deux membres de la Fédération genevoise de coopération (FGC), mènent de longue date des projets dans ce domaine, l'éducation a bénéficié d'un regain d'attention depuis l'adoption de l'Agenda



À Ouagadougou, au Burkina Faso, une jeune fille pratique le métier de mécanicienne, appris dans un centre de formation de l'association AT-Tous, partenaire de Terre des Hommes Suisse. Terre des Hommes Suisse

2030 pour le développement durable par les Nations Unies en 2015. Considérée au sens large, incluant donc l'apprentissage et la formation professionnelle, l'éducation n'est pas seulement envisagée comme un droit humain fondamental, elle est considérée comme un outil de développement économique et social, un tremplin vers l'emploi et un levier pour réduire la pauvreté.

Dans les pays du Sud, les parcours de formation des jeunes sont souvent très différents de ceux de leurs camarades du Nord. Les premiers sont plus fragmentés et discontinus, surtout dans les contextes très défavorisés: bien des enfants sont rapidement propulsés dans le monde du

travail informel, des compléments à l'éducation de base ou à leur apprentissage se faisant éventuellement par la suite. Dans les pays du Nord, les parcours restent majoritairement linéaires: l'éducation de base est suivie d'une formation générale ou professionnelle avant d'accéder à l'emploi; la transition entre ces trois mondes est relativement facile.

Thème prioritaire

Cette approche est confirmée par les études menées pour le compte de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), sous l'égide du Réseau sur les politiques et la coopération internationales en éducation

et en formation (NORRAG), basé à Genève, et affilié à l'Institut universitaire de Hautes Études internationales et du développement. Ces études menées en Afrique par des experts du continent mettent en avant le triptyque formé par l'éducation de base, la formation professionnelle et le travail, reflétant la notion de «continuum». Utilisé dans les politiques éducatives, le «continuum» évoque les interactions entre l'enseignement des notions de base, les périodes d'apprentissage et les phases d'emploi. Les projets soutenus par l'intermédiaire de la FGC au Mali, au Sénégal ou à Madagascar s'inscrivent dans ce même cadre (lire ci-dessous).

L'enseignement de base et le

développement des compétences professionnelles constituent également un thème prioritaire de la coopération suisse pour les années 2017-2020: l'engagement financier de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération sera ainsi accru de 50% et leur complémentarité sera renforcée, précise la récente Stratégie pour l'éducation.

Mais organiser des filières de formation dans des pays où le secteur informel occupe une place importante constitue un défi: ainsi, pour s'exporter utilement, le modèle suisse de la formation duale doit nécessairement prendre en compte le contexte local.

Construire le monde de demain

Catherine Schümperli Younossian
Secrétaire générale de la FGC



«Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner un poisson.» La célèbre maxime de Confucius résume l'esprit des projets de coopération au développement, qui plus est dans le domaine de la formation et de l'éducation.

En l'an 2000, les Objectifs du millénaire en matière de formation visaient à donner à tous, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. Selon l'ONU, en quinze ans, le nombre d'enfants n'ayant pas accès à la scolarité a été divisé par deux et près de 90% des enfants sont aujourd'hui scolarisés.

Mais si des progrès significatifs ont été accomplis dans le domaine de l'éducation de base, beaucoup reste à faire pour ne pas laisser au bord du chemin la relève de demain: au niveau mondial, le taux de chômage des jeunes est environ deux fois plus élevé que celui du reste de la population active. Il est donc indispensable de leur offrir formation, travail et perspectives. Pour répondre à ce défi majeur, la communauté internationale a placé la formation professionnelle parmi les priorités de l'Agenda 2030.

En inscrivant leurs actions dans ce cadre, les 59 associations de la Fédération genevoise de coopération (FGC) conduisent des projets novateurs et prometteurs proposant des formations professionnelles aux jeunes les plus vulnérables des pays du Sud. Ce type de formation «non formelle dans une économie informelle» est bien souvent le déclencheur pour impulser un développement économique afin de sortir de la pauvreté.

Parallèlement, les membres de la FGC sont très actifs dans le domaine de la sensibilisation auprès des jeunes du canton. On connaît moins le rôle joué, dès les années 70, par le milieu associatif pour promouvoir le concept d'éducation au développement: cette approche pédagogique vise à sensibiliser le public aux enjeux des relations dites Nord-Sud. En cinquante ans, le concept s'est affirmé: il est entré de plain-pied dans le Plan d'études romand (PER) en référence à l'éducation au développement durable et à la citoyenneté.

De la sorte, la coopération est au service de la formation des jeunes, au Sud comme au Nord, avec des objectifs simples et puissants: leur permettre d'acquérir des compétences professionnelles pour les conduire vers l'autonomie et leur transmettre des valeurs humanistes et solidaires; puis veiller à ce qu'ils trouvent un emploi à la hauteur de leurs espérances. Ainsi se construit le monde de demain.

À l'hôtel ou à la ferme, former les jeunes par la pratique

Au Sénégal et à Madagascar, deux associations ont mis en place des centres de formation pour favoriser l'accès à l'emploi

Idrissa et Ndèye ont 26 et 22 ans et partagent le même rêve: travailler dans un grand hôtel. Dans leur pays, le Sénégal, les écoles hôtelières sont coûteuses. Ni l'un ni l'autre n'ont les moyens pour un cursus payant. Ils ont donc choisi d'intégrer le Centre de formation et d'application aux métiers de l'hôtellerie mis en place par l'asso-

ciation genevoise Tourism for Help à Somone, dans la région touristique de la Petite Côte. Depuis 2014, trente apprenants rejoignent chaque année l'hôtel-restaurant d'application de l'association et y apprennent les métiers de l'hôtellerie, de la cuisine au nettoyage en passant par le service. «On les forme à être polyvalents pour s'intégrer au mieux dans le monde du travail», explique Isabelle Lejeune, directrice de Tourism for Help. L'association suit ses anciens apprenants et se félicite que 80% d'entre eux aient trouvé un emploi dans le secteur et souvent dans la région. Tourism

for Help a un hôtel similaire au Mali. Le tourisme y étant moins développé, l'association y a ajouté une ferme agroécologique pour sensibiliser les apprenants aux produits utilisés dans la cuisine.

Sensibiliser et former des jeunes précarisés à leur environnement est également l'objectif poursuivi au Centre de formation agroforestier de Bel-Avenir soutenu par l'Action de soutien à l'enfance démunie (ASED) à Madagascar. Le Centre Bel-Avenir est situé dans le village de Mangily, sur la côte ouest de l'île, un lieu au climat très sec mais bénéficiant d'une forêt et d'un riche écosys-

tème alimenté grâce à une abondante nappe phréatique. Depuis 2014, cette ferme-école accueille trente jeunes. Elle les forme notamment à la culture de légumes et de produits forestiers comme le moringa, à la production d'œufs mais aussi à l'apprentissage du français. «Au terme de deux ans de formation sur le site de Bel-Avenir, nous aidons les jeunes à trouver un stage professionnel dans le domaine de leur choix», explique Christophe Viltard, responsable à ASED. Une partie du domaine a été aménagée afin que les élèves qui le souhaitent puissent cultiver sur une surface pro-

tégée des vols et irriguée. Ils bénéficient d'un bâtiment de stockage et de locaux de travail.

Membres de la FGC, ASED et Tourism for Help visent le même objectif: l'autonomie financière de leurs établissements ainsi que de leurs apprenants. Les associations sélectionnent donc des jeunes motivés et ayant le soutien de leur famille. «Sans cela, le risque d'abandon est très élevé», observent les responsables des associations. **Laure Gabus**

Plus d'informations:
www.asedswiss.org
et www.tourismforhelp.com

Éducation à la citoyenneté

Un enseignement qui ouvre les jeunes au monde

Le travail de sensibilisation auprès des écoliers souligne les enjeux de la solidarité internationale

Catherine Dubouloz

De l'or! Dans un collège genevois, des élèves démontent un téléphone portable pour découvrir les matériaux qui le composent, dont le précieux minerai jaune. En partant de cette pépite, ils vont remonter la chaîne de production des téléphones jusqu'aux mines de la région de Madre de Dios, en Amazonie péruvienne, et prendre conscience de l'impact de l'extraction de l'or sur l'environnement et les conditions de vie des enfants. L'objectif de l'animatrice de Terre des Hommes Suisse qui organise cette activité? Par une mise en évidence des conséquences sociales et environnementales de la consommation de téléphones portables, permettre aux élèves de faire des liens entre le Nord et le Sud; montrer que chacun peut s'engager en faveur d'un développement plus durable en conservant son téléphone plus longtemps et en recyclant les anciens portables.

Mission d'information

Éducation au développement durable en Suisse et projets de coopération au Sud représentent les deux faces d'une même médaille. «Depuis sa création, Terre des Hommes Suisse considère que le travail d'information, de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté est indissociable des programmes de développement au Sud», explique Anne-Céline Machet, chargée des programmes de sensibilisation. Il est en effet essentiel de comprendre les raisons



À Genève, des jeunes démontent un téléphone portable pour en comprendre la composition. tdh.education

profondes de la précarité et des violations des droits de l'enfant qui peuvent en découler.» De fait, depuis les années 70, les ONG sont des actrices importantes de l'éducation au développement. Ainsi, la Fédération genevoise de coopération (FGC) a, parmi ses missions, celle d'informer le public genevois sur les enjeux Nord-Sud: cela constitue l'un des deux piliers de ses activités, avec le financement, par les pouvoirs publics, des projets de ses membres en Afrique, en Amérique latine et en Asie. En favorisant la compréhension des mécanismes d'interdépendance entre le Nord et le Sud, le travail de sensibilisation souligne la nécessité de la solidarité internationale, ainsi que l'importance de trouver des solutions communes aux problèmes mondiaux.

L'instruction publique des cantons romands s'est aussi saisie

de ces sujets par l'entremise du Plan d'études romand (PER). «Prendre conscience de la complexité et des interdépendances, développer une attitude responsable et active en vue d'un développement durable»: voilà notamment ce qu'il prévoit.

Soutien aux enseignants

Les animations proposées dans le cadre du programme Terre des Hommes Éducation, sur demande des enseignants, sont l'un des vecteurs de l'«éducation en vue du développement durable», pour reprendre les termes du PER. La fondation Éducation 21, centre national de compétences et de prestations en la matière, offre aussi conseils et moyens d'enseignement au corps enseignant et aux directions d'établissement.

À Genève, «l'objectif de l'éducation au développement est

d'éveiller l'esprit de solidarité et de coopération des élèves dans une dynamique d'éducation à la citoyenneté aussi bien locale que mondiale», précise Pierre-Yves Pettinà, chargé de mission-projets solidaires au Département de l'instruction publique (DIP). L'éducation en vue du développement durable ouvre les portes à des activités intra et interdisciplinaires, mais également à des projets d'établissements. «Il est important, poursuit Pierre-Yves Pettinà, de valoriser tous les projets et aussi d'attirer l'attention des élèves sur nos réalités locales, point de départ d'une prise de conscience sur leur appartenance au monde qui les entoure.»

Contact pour les animations: sensibilisation@terredeshommesuisse.ch
Plus d'informations: www.tdh-education.ch/fr/ et www.education21.ch/fr

«Moteur de l'engagement, la bonne volonté ne suffit pas»

Pour la professeure Anne Lavanchy, l'éthique est indispensable à une bonne coopération

Anthropologue et professeure à la Haute École de travail social (HETS), à Genève, Anne Lavanchy dirige le module Travail social international. Elle incite les futurs travailleurs sociaux qui souhaitent s'investir dans des projets de coopération (avec des enfants des rues, des femmes victimes de violence, des situations de grande pauvreté, etc.) à réfléchir à leur engagement éthique.

Vous rencontrez de nombreux étudiants qui souhaitent partir en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. Vous les mettez en garde: la bonne volonté n'est pas suffisante pour garantir une bonne coopération...

En effet, les bonnes intentions n'offrent pas la garantie d'une dimension éthique à la coopération. Alors qu'elle est souvent le moteur premier de l'engagement international, la bonne volonté laisse trop de choses «impensées» quant aux motivations de la personne qui souhaite partir, ainsi qu'à ses représentations des bénéficiaires et de leurs besoins.

Pour vous, qu'est-ce qu'un engagement éthique?

Il s'agit de se décentrer par rapport à nos propres représentations et à nos envies, pour réellement comprendre ce qui fait sens pour les personnes sur place, quelles sont les priorités. Il s'agit de suspendre son jugement, en particulier son jugement de valeur, pour comprendre la logique des besoins. Ainsi, un réel dialogue peut s'ouvrir avec les partenaires sur place, il permettra d'agir de manière adéquate, sans paternalisme ni ethnocentrisme.

Et cela même lorsque la situation nous heurte profondément et que l'on pensait avoir mis de côté ses a priori. Je pense par exemple aux situations d'injustice ou de violences envers des enfants ou des femmes, qu'il s'agisse de travail infantile, de prostitution, de viols ou de mutilations génitales. Se décentrer est un impératif facile à évoquer de manière abstraite avant de partir. Anticiper ce que cela signifie concrètement sur le terrain est un des grands enjeux de la préparation des étudiants.



Anne Lavanchy
Anthropologue et professeure HETS

Comment préparez-vous les étudiants à partir et à affronter leurs propres limites, par exemple lors de la confrontation avec l'extrême pauvreté?

Nous avons développé des outils, par exemple le «vide-sac»: nous incitons les étudiants à mettre par écrit leurs représentations de la situation sur place, leurs appréhensions et leurs a priori. Nous les incitons aussi à créer un réseau de personnes de confiance, par exemple d'autres étudiants qui ont fait les mêmes expériences, pour pouvoir échanger le moment venu. Les étudiants qui ont des histoires familiales liées à la migration pensent souvent qu'ils sont préparés à partir, connaissant déjà le contexte social et culturel du lieu. Or la confrontation avec la réalité peut aussi être abrupte lorsqu'elle ne correspond pas ou plus aux projections. Il y aura toujours des situations complexes que l'on ne peut pas anticiper. Mais le travail d'introspection préalable sera un soutien dans les moments durs.

Propos recueillis par C.Dz

Les tables rondes de la FGC

Formation et coopération: un «plus» pour les jeunes

Quels projets de formation sont porteurs d'espoir et de sens, au Nord comme au Sud? À quel engagement peut conduire la sensibilisation aux enjeux du développement? Pour répondre à ces questions, la prochaine table ronde de la FGC réunira Anne Lavanchy, professeure à la HETS; Joost Monks, directeur exécutif du Norrag (Réseau sur les politiques et la coopération internationales

en éducation et en formation); Reto Grüniger, chef de la division Amérique latine et Caraïbes à la DDC; Isabelle Lejeune, directrice de Tourism for Help; Pierre-Yves Pettinà, chargé de mission - projets solidaires au DIP.
Le 31 mai 2018, de 18 h 30 à 20 h 30, Auditoire de la Haute École de travail social (HETS), rue du Pré-Jérôme 16. Entrée libre

Au Mali, des formations misent sur l'auto-entreprenariat

Pour faire face à la pénurie d'emplois, 150 jeunes sont formés à des métiers spécifiques et à lancer leur commerce

Fatoumata Noumoko travaillait comme aide au ménage chez une famille de Bamako, la capitale du Mali, lorsqu'elle a entendu parler d'une formation en énergie solaire. À la radio, un formateur de l'Association jeunesse actions Mali (AJA Mali) présentait un cursus spécialisé dans ce domaine. Fatoumata s'inscrit. Après deux ans de formation, la jeune femme crée une micro-entreprise d'installation et de réparation de capteurs solaires avec quatre autres camarades. «C'est un exemple que le fondateur d'AJA Mali appelle la roue du développement de l'entrepreneuriat jeunesse», souligne Ousmane Dianor, directeur de l'association pour l'Accès à l'éducation et à la formation (AccEd), membre de la FGC et partenaire



Des élèves attentifs au cours de la formation en énergie solaire. AccEd

genevois de l'association. «Dans ce pays, comme ailleurs en Afrique, la population augmente et ses besoins aussi. L'État n'est pas en mesure d'y répondre, car il est défaillant. Nous formons donc des jeunes capables de lancer leur propre entreprise dans des secteurs de niche.»

Entre 2015 et 2017, dans son

centre de Bamako, AJA Mali a instruit - avec le soutien technique et financier d'AccEd - quelque 150 jeunes à l'artisanat, à l'aviculture, à la couture, à la restauration et aux technologies de l'information. Depuis le début de l'année, et afin de lutter contre l'exode rural, l'association a ouvert un centre dans le village de Baguinéda. Comme

dans la capitale, l'apprentissage y est axé autour de la pratique. Les élèves reçoivent ensuite une formation à la gestion et à la création d'entreprise, à la comptabilité et au marketing afin de lancer au mieux leur propre commerce. Au cours de leur formation, une partie des bénéfices de la vente de leur travail est mise de côté. Ces économies leur permettent de constituer un fonds propre pour le lancement de leur entreprise. Si cette somme n'est pas suffisante, AJA Mali peut également se porter garant pour ses anciens apprentis auprès d'une banque. Cette formation et le cadre financier offert ont été bénéfiques à Fatoumata Noumoko. Le revenu de la jeune femme est aujourd'hui près de dix fois supérieur à celui qu'elle percevait comme aide au ménage. À 27 ans, elle subvient à ses besoins et à ceux de sa famille.

Laure Gabus

Plus d'informations: www.acced.ch